

Au Cameroun, le crépuscule répressif du régime Biya

ANALYSE

Passer inaperçu tout en se rendant indispensable. Depuis son accession à la tête du Cameroun en 1982, Paul Biya, 86 ans, s'est astreint à ce principe pour s'imposer comme un allié précieux des Français, Américains et Chinois. Tous ont chanté les louanges de cet autocrate discret qui a fait de son pays un apparent havre de stabilité et une terre d'investissements dans une région secouée par les tumultes de Boko Haram, de la Centrafrique ou du Tchad. Mais, alors, que s'est-il passé pour que ces derniers jours Européens et Américains exposent publiquement leurs inquiétudes ?

Ce fut d'abord le sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines qui décocha, le 4 mars, la première flèche. A la veille d'entamer une tournée en Afrique centrale, qui l'a mené les 17 et 18 mars au Cameroun, Tibor Nagy enjoignit aux autorités de Yaoundé de libérer l'opposant Maurice Kamto, arrivé officiellement second de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018, car, disait-il, « que ce soit vrai ou faux, il est perçu comme ayant été incarcéré pour ses activités politiques ». Le 5 mars, la diplomatie européenne a considéré que « l'arrestation et la détention prolongée de plusieurs dirigeants d'un parti de l'opposition, dont son leader Maurice Kamto, et d'un nombre important de manifestants et de sympathisants, ainsi que l'ouverture de procédures disproportionnées à leur encontre devant la justice militaire, accroissent le malaise politique au Cameroun ».

Autres motifs de préoccupation pour Federica Mogherini, haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères : « L'émergence de discours de haine fondés sur l'appartenance ethnique », principalement à l'égard des Bamiléké, la communauté de M. Kamto, et « la persistance de la violence et des violations des droits de l'homme dans les régions du Nord-Ouest

et du Sud-Ouest ». Au sujet des régions à majorité anglophone qui, depuis fin 2016, ont peu à peu glissé vers la guerre, le « M. Afrique » de Donald Trump dit aussi ne pas comprendre « pourquoi cette crise se poursuit alors qu'il est clair que nous avons besoin d'un dialogue ouvert à tous ».

La justice militaire mise en branle

Les réactions outragées de Yaoundé n'ont pas tardé. « Velleité d'immixtion à peine voilée et inadmissible dans les affaires intérieures du Cameroun », « méconnaissance des enjeux, des réalités et des faits », s'est offusqué le porte-parole du gouvernement. Maurice Kamto, qui se présente comme « le président élu ». Son équipe de campagne et près de 200 personnes ont été emprisonnées après les manifestations du 26 janvier. La justice militaire a été mise en branle, les accusant notamment d'« insurrection, rébellion et destruction des biens publics ». En théorie, ils encouraient la peine de mort. « Kamto et ses militants ont commis des actes comme le saccage des ambassades à Paris et à Berlin, où on a même pissé sur l'effigie du chef de l'Etat. Il s'est autoproclamé président en violation de la loi, a organisé des marches interdites et joue sur la fibre tribaliste en appelant les Bamiléké à se réveiller », justifie un proche de M. Biya.

A l'égard de la crise dans les régions anglophones, le pouvoir maintient une ligne sans concession, affirmant avoir affaire à « des bandes autonomes qui n'ont rien à voir avec un projet indépendantiste », mais que « les actions des militaires commencent à porter leurs fruits ». « C'est archifaux ! Le gouvernement refuse de voir le problème en face et maintient son arrogance », rétorque Elie Smith, le coordonnateur de l'Anglophone General Conference. Le conflit a pris le visage d'une guerre à huis clos, avec son lot de villages détruits, d'exécutions sommaires, d'enlèvements contre rançon et de racket des rares entrepreneurs encore actifs. Selon l'ONU, près d'un demi-million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays ou vers le Nigeria.

Des négociations secrètes pourraient s'ouvrir. « Les pays occidentaux sont exaspérés par le niveau de violence et si Yaoundé refuse de dialoguer, les Américains envisagent des sanctions individuelles contre des personnalités du pouvoir », révèle une bonne source. Cette dernière relate que « la France, qui a toujours été favorable au gouvernement, est embarrassée ». « Après sa réélection, Biya a fait croire aux Français à un remaniement gouvernemental d'où les faucons seraient exclus, et à la création d'une commission pour entourer des négociations avec les anglophones. La France a alors fait du lobbying pour freiner les chancelleries qui étaient sur une ligne plus dure. Mais force est de constater que le pouvoir a roulé les Français dans la farine ».

« Le régime est à bout de souffle »

Paradoxalement, les bénéficiaires de la crispation sont peut-être à chercher du côté de l'opposition. « Le régime illégitime nous a rendu un énorme service, assure Olivier Bibou Nissack, le porte-parole de M. Kamto. Il a mis un coup de projecteur sur le hold-up électoral dont nous avons fait l'objet en refusant le recomptage des voix, et a montré sa nature dictatoriale en déployant tout l'arsenal judiciaire, policier et militaire contre nous ».

Pour un fin analyste de la situation, « se faire arrêter faisait partie de la stratégie de M. Kamto [qui fut ministre de M. Biya] pour se légitimer en tant qu'opposant ». Selon lui, le durcissement actuel démontre que, « à l'image de Paul Biya, le régime est à bout de souffle ». « Dans la lutte pour la succession, les durs qui semblent aux commandes se doivent d'éliminer les concurrents externes comme Kamto avant de livrer le moment venu la bataille en interne ». Constat désabusé d'un diplomate : « Nous espérons une prise de conscience. Mais le gouvernement ne s'aide pas en se fâchant avec ses amis à l'étranger. Jusqu'ici, il avait eu le bon sens de laisser croire que le Cameroun était une démocratie. » ■

CYRIL BENSIMON (LE MONDE AFRIQUE)